

définis à l'article **D. 6331-69**, ces mesures devant faire l'objet d'un suivi permettant d'apprécier la réponse apportée ;

2° Décider le versement au Trésor public par l'opérateur de compétences d'une somme correspondant en tout ou partie au montant du dépassement constaté. Le recouvrement du versement est établi et poursuivi selon les modalités ainsi que sous les suretés, garanties et sanctions applicables aux taxes sur le chiffre d'affaires ;

3° De retirer la gestion de la part reçue au titre du premier alinéa de l'article **L. 6331-60** à l'organisme spécifique et les frais de gestion y afférent.

Sous-section 6 : Contrats à durée déterminée ne donnant pas lieu au versement de la contribution spécifique assise sur le revenu d'activité pour les cotisations sociales des titulaires d'un contrat à durée déterminée

D. 6331-72

Décret n°2021-1917 du 30 décembre 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les contrats à durée déterminée ne donnant pas lieu au versement de la contribution spécifique mentionnée à l'article **L. 6331-6** sont :

1° Les contrats d'accompagnement dans l'emploi ;

2° Les contrats d'apprentissage ;

3° Les contrats de professionnalisation ;

4° (Abrogé) ;

5° (Abrogé) ;

6° les contrats mentionnés à l'article **L. 6321-9**.

Sous-section 7 : Employeurs occupant des salariés intermittents du spectacle

R. 6331-73

Décret n°2021-1916 du 30 décembre 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-Les organismes mentionnés à l'article **L. 6131-3** recouvrent la contribution définie à l'article **L. 6331-55**, dans la limite du taux mentionné au deuxième alinéa du même article, et la reversent à France Compétences.

II.-France Compétences affecte le produit de cette contribution, suivant la répartition définie par la convention ou l'accord mentionnés à l'article **L. 6331-56**, à l'opérateur de compétences spécifiquement agréé sous forme de versements trimestriels et, au titre des actions de formation au bénéfice des demandeurs d'emploi, à l'Etat.

La part dévolue par la convention ou l'accord au compte personnel de formation est affectée par l'opérateur de compétences au financement de l'abondement prévu au II de l'article **L. 6323-4** et au second alinéa de l'article **R. 6323-14-4**, pour les actions de formation au bénéfice des salariés intermittents du spectacle.